



Joël MOTTIER

Président de la Fédération
Assurance CFE-CGC

president.assurance@cfecgc.fr
06.79.29.63.73

“ Si
aujourd’hui,
c’est l’école
qui a été
meurtrie,
l’entreprise
ne sera pas
épargnée. ”

NOUS DEVONS RÉAGIR !

Notre pays vit une séquence continue de crises depuis novembre 2018, avec les Gilets jaunes, la réforme des retraites, et depuis mars 2020, avec la Covid-19 et sa déclinaison économique, dont les effets sont probablement encore devant nous.

Une séquence de 2 ans qui a exacerbé les tensions sociales.

Mais ce qui s’est passé vendredi, l’assassinat d’un professeur d’histoire, au motif d’un pseudo-blaspème, par un jeune adulte de 18 ans, qui ne le connaissait même pas, est peut-être l’évènement le plus grave. Acte affreux, d’un temps ancien qu’on pensait révolu. **Mais au pays des lumières et de la laïcité, il est le symbole criant d’une dérive à l’œuvre**, qui apparaît au grand jour, qui nous saute à la figure, dans toute son horreur, qui attaque les fondements même de notre république. Une dérive, politique, insidieuse et violente, qu’on ne voulait pas voir : l’islamisme politique. Un mouvement radical subversif, qui n’a rien de culturel rien de spirituel. N’a-t-il pas déjà fait des centaines de milliers de victimes innocentes dans des pays de culture musulmane : Algérie, Egypte, Syrie, ... ?

Contrairement à beaucoup d’autres, nous avons l’immense chance de vivre en France, un pays de droits, un pays de libertés, aux institutions solides et protectrices. Cette chance ne nous est pas tombée du ciel. Elle est le résultat d’engagements, de combats, de sacrifices même, de ceux qui nous ont précédés. La Démocratie ne va pas de soi. La République ne va pas de soi. **Une société libre, laïque et ouverte à tous ne va pas de soi. Elles se méritent. C’est là, tout le sens de notre engagement syndical.**

L’école est notre sentinelle, notre première ligne contre ce fléau de l’islamisme politique. Elle doit être défendue et soutenue, comme nombre d’autres services publics d’ailleurs : hôpital, services municipaux, services sociaux, la police..

Si aujourd’hui, c’est l’école qui a été meurtrie, l’entreprise ne sera pas épargnée.

Au-delà du dégoût que l’assassinat de Samuel Paty nous inspire et de la condamnation la plus ferme que nous y opposons, les hommages ne se suffiront pas. Et il nous faudra regarder l’avenir avec lucidité. Sommes-nous préparés à ce combat à venir ? L’arsenal législatif est-il à la hauteur des enjeux ? Les prérogatives des acteurs du dialogue social sont-elles adaptées ? Les moyens sont-ils suffisants ? La formation à ces nouvelles situations de travail et aux micro-conflits qui ne manqueront pas de survenir, suivra-t-elle ? Les questions sont nombreuses.

Les pouvoirs publics et le législateur auront un rôle essentiel. Tout comme les partenaires sociaux, à tous les niveaux du dialogue social, dans les entreprises, dans les branches, comme au niveau interprofessionnel, nous, militants syndicaux, le savons bien. Concernant le secteur de l’assurance, nos fédérations professionnelles doivent s’emparer du sujet ...

La fédération Assurance CFE-CGC et ses syndicats fédérés Unanimes

19 octobre 2020